

## « Haïti de nouveau en feu » : L'UE et la Belgique doivent agir !



Colette Lespinasse et Els Hortensius (COEH), Isabelle Franck

Octobre 2022

***Dans le contexte de la hausse vertigineuse des prix de l'énergie au niveau mondial, la fin de la subvention du carburant par l'État haïtien met le feu aux poudres de la colère populaire. Si l'État porte une lourde responsabilité dans la misère qui est le lot de la majorité de la population haïtienne, la pression des Institutions financières internationales y joue un rôle non négligeable. Tout comme au Soudan, en Indonésie ou aux Philippines, les conditionnalités imposées par le FMI et la Banque mondiale en échange de leurs prêts ont un effet catastrophique sur les droits humains.***

Le 14 septembre, le gouvernement haïtien annonçait une augmentation de plus de 100% du prix de l'essence. La raison avancée était que le trésor public était vide et que le gouvernement n'avait plus d'argent pour fonctionner. C'est pourquoi il a décidé de mettre fin à la subvention sur le carburant. Mais, disent les Haïtiens, nous ne recevons rien de l'État, et s'il est vrai que le carburant est subventionné, c'est tout ce que nous recevons de ce gouvernement. De ce fait, cette augmentation des prix de l'essence passe très mal. Et pour exprimer leur désaccord, les citoyen·nes ont décidé de descendre dans la rue pour protester.

## **Pillages, violences, services à l'arrêt**

**Dans plusieurs villes de province, les manifestations ont été accompagnées de violences et de pillages.** Dans la ville septentrionale Gonaïves, un entrepôt appartenant au Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a été pillé. Une trentaine d'écoles, majoritairement dans l'Artibonite, ont été vandalisées, bien que la rentrée des classes ait été maintenue au 3 octobre. Les connexions téléphoniques de la compagnie DIGICEL ont été interrompues dans certaines régions du pays car des câbles ont été endommagés lors de manifestations et/ou des opérations de la Police.

**Les ONG n'échappent pas à ces violences.** Un partenaire de Broederlijk Delen<sup>1</sup>, SJM à Ouanaminthe, a été complètement pillé et les agresseurs ont tout emporté. L'une des écoles partenaires de VIA Don Bosco a été pillée tout récemment aux Gonaïves et l'un des directeurs d'école a été kidnappé il y a presque 3 semaines à Port-au Prince.

De nombreux services de base dans le pays fonctionnent à peine. Pour le centre national des ambulances, d'une grande importance en cette période de crise, la hausse du prix du carburant a été le coup de grâce. Jusqu'il y a quelques semaines encore, malgré tous les problèmes, le centre parvenait toujours à s'approvisionner en essence. Mais les dernières hausses de prix, combinées à la situation dangereuse de blocage des rues, ont obligé le directeur à arrêter le travail des ambulances. « *Comment peut-on demander à un employé, qui gagne moins de 30 000 gourdes<sup>2</sup> par mois, de payer un trajet sur motocyclette à 750 gourdes pour venir travailler ? Malgré les sacrifices des chauffeurs et des ambulanciers, la situation est devenue intenable* », a déclaré le directeur au journal haïtien Le Nouvelliste<sup>3</sup>. Il a renvoyé les deux derniers employés chez eux.

---

<sup>1</sup>Équivalent néerlandophone d'Entraide et Fraternité.

<sup>2</sup>Environ 258 €.

<sup>3</sup><https://lenouvelliste.com/article/238183/peyi-lok-le-centre-ambulancier-national-est-devenu-dysfonctionnel>

## Pourquoi cette situation ?

Ce qui a mis le feu aux poudres durant ces presque deux semaines de blocage, c'est la situation économique extrêmement compliquée dans laquelle vit la population, et un gouvernement illégitime, illégal, corrompu<sup>4</sup>... qui, sous la dictée du FMI, a augmenté de façon inimaginable les prix de l'essence. Entre décembre 2021 et septembre 2022, les prix de l'essence ont augmenté dans ces pourcentages : essence +183,5%, diesel +296,5%, kérozène +307,9%. De plus, le carburant n'est plus accessible dans les stations-service, mais uniquement sur le marché informel ; les prix ont explosé, passant de 353 à 3000<sup>5</sup> gourdes pour 4,4l de diesel, si l'on arrive encore à en trouver. Cela provoque une augmentation énorme du prix des produits de première nécessité et un appauvrissement presque total de la population. Les institutions publiques ne publient presque plus de chiffres sur la pauvreté, tant elle est incontrôlable. **L'insécurité alimentaire ne cesse de s'étendre à des catégories de plus en plus larges de la population.** Aucune politique publique ne soutient l'agriculture ; aucune politique sociale n'est mise en place non plus pour amortir le choc. En même temps, les dirigeants politiques continuent à exposer leurs richesses et mépriser les revendications populaires, tout en utilisant les groupes armés pour empêcher toute révolte.

**En fait, l'État haïtien est en faillite.** Les subventions de l'essence et de l'électricité constituent parmi les premiers postes d'un budget national en chute libre. L'État a besoin d'argent, et il ne peut pas faire indéfiniment tourner la planche à billets. L'un des impératifs du FMI - l'un de ses principaux bailleurs – est de cesser ou de baisser ces subventions. Pour rappel, la même décision avait été prise en juillet 2018, provoquant un soulèvement populaire, puis à nouveau fin 2021 – décision saluée par divers acteurs de la communauté internationale.

## Le rôle des conditionnalités des bailleurs internationaux

Le carburant n'est pas le seul problème. Haïti dépend largement des importations de riz et de céréales pour nourrir sa population. La guerre en Ukraine, combinée à une détérioration du taux de change de la monnaie locale par rapport au dollar, a des conséquences directes sur l'approvisionnement alimentaire dans ce pays des Caraïbes. En fait, la dépendance d'Haïti est née il y a des décennies lorsque, dans les années 1980, l'USAID et le Fonds monétaire international (FMI) ont imposé des réformes économiques au pays allant dans le sens de l'ouverture des marchés. Durant le coup d'État contre Aristide, dans le cadre des négociations menées pour son retour en 1994, un accord a été signé pour forcer la baisse des tarifs douaniers sur le riz et autres produits de consommation. Cela a provoqué une concurrence déloyale avec la production locale et de graves conséquences sur le secteur paysan. Depuis lors, Haïti continue de subir des pressions de la part des institutions financières internationales et des pays donateurs pour suivre cette politique commerciale de libre marché. Cette orientation économique entraîne un besoin croissant de devises étrangères pour payer les importations. Mais le pays est de moins en moins capable de répondre à cette demande en raison de l'augmentation des prix sur le marché international et la diminution des rentrées de devises. Cela a des répercussions graves sur la monnaie locale, la gourde, qui n'a cessé de

---

<sup>4</sup>Voir notamment, au sujet du gouvernement haïtien : <https://www.cetri.be/Haiti-un-an-apres-l-assassinat-de>

<sup>5</sup>De 2,91 à 24,76 €

se déprécier, entraînant ainsi une augmentation significative des prix de tous les produits de consommation de base.

L'explosion actuelle était donc prévisible. **En un an, la situation n'a cessé de se dégrader, avec, qui plus est, deux massacres récents de grande ampleur**<sup>6</sup>, hypothéquant largement l'aide, qu'elle soit humanitaire ou de développement.

### FMI et Haïti : une déjà longue histoire

D'autres épisodes jalonnent l'histoire des méfaits du FMI en Haïti : en 2009, le pays obtient une annulation de 82% de sa dette, à condition d'ouvrir les marchés publics à la concurrence étrangère. Résultat : l'accord que l'État avait conclu avec des entreprises textiles locales pour la confection des uniformes scolaires est tombé à l'eau au profit d'entreprises étrangères. Une occasion manquée de revigorer un secteur de l'économie du pays<sup>7</sup>.

« Après le séisme qui a ravagé le pays et provoqué la mort de près de 300 000 personnes en janvier 2010, une conférence internationale aux Nations Unies précise que les flux financiers à destination de ce pays doivent être des dons. Mais cela ne semble pas freiner les ardeurs du FMI. Quelques mois plus tard, l'institution de Washington 'invente une nouvelle fenêtre pour Haïti et impose un prêt'.

Le premier décaissement des 2,3 milliards de dollars annoncés pour la reconstruction 'a servi à rembourser les dépenses de l'armée américaine, qui avait déployé des dizaines de navires de guerre autour d'Haïti juste après le séisme pour bloquer les éventuels flux de réfugiés vers Miami, et aussi pour intervenir en cas de révolte populaire'. L'aide internationale censée soutenir les victimes du tremblement de terre en signe de solidarité a d'abord servi à payer l'armée américaine. »<sup>8</sup>

### Ailleurs aussi, les affaires d'abord

Haïti n'est pas le seul pays appauvri à subir les effets des conditionnalités imposées par les Institutions financières internationales sur la démocratie et les conditions de vie. Prenons le cas du **Soudan**. Poussés par une coalition d'opposition (partis et associations), les militaires

---

<sup>6</sup>Quatre massacres de grande ampleur ont eu lieu en Haïti en moins de quatre ans, avec des tortures, décapitations, mutilations... commis par les bandes armées qui montent en puissance et son connectés avec le pouvoir en place, en toute impunité. Voir l'interview de Frédéric Thomas sur TV5 Monde : <https://www.cetri.be/Haiti-quatrieme-massacre-de-grande>

<sup>7</sup>Source : « La rançon odieuse de l'indépendance », Jérôme Duval, analyse écrite sur la base d'une interview de Camille Chalmers, économiste haïtien réalisée par EF, Entraide et Fraternité, 2022. <https://www.entraide.be/analyse-202209>. Les propos entre ' ' sont de Camille Chalmers.

<sup>8</sup>Ibidem

ont pris le pouvoir en avril 2019, renversant le président al-Bashir qui régnait depuis 1989. Ce dernier avait déjà dû appliquer des plans d'austérité très durs. Sous la pression du FMI, le gouvernement avait tenté de supprimer diverses subventions (carburant, électricité, blé). Le soulèvement populaire qui s'en est suivi a eu raison du régime d'al-Bashir en 2019<sup>9</sup>.

Durant la période de transition, où civils et militaires se partageaient le pouvoir, les militaires ont accusé les civils d'être responsables de la dégradation des conditions de vie de la population. En effet, face à une dette extérieure colossale, **pour sortir le pays de son statut de « pays paria » auprès des Institutions financières internationales et accéder à de nouveaux prêts pour sauver l'économie, les civils ont été obligés de cautionner et même d'accélérer les mesures d'austérité prônées par le FMI. Cette politique** était évidemment en contradiction avec le mouvement de protestation dont ils émanaient : elle **a plongé des millions de Soudanais dans la misère à cause de la suppression des subventions sur les produits de première nécessité.** Cette obéissance forcée aux lois du FMI suscita des oppositions en interne et le ministre des Finances finit par démissionner en juillet 2020. Il fut remplacé par le chef rebelle Jibril Ibrahim<sup>10</sup> qui appliqua encore plus énergiquement les recettes du FMI : le taux d'inflation grimpa jusqu'à 400%, touchant notamment le prix des céréales. « Alors même que la faim se répandait, le FMI exprima sa satisfaction quant au rythme des réformes économiques soudanaises »<sup>11</sup>.

En **Indonésie**, outre l'affaiblissement des droits des travailleurs et travailleuses et l'incohérence générale avec les Objectifs de développement durable (ODD), ce sont en particulier les mesures de protection de l'environnement qui sont mises à mal par la Banque mondiale et ses DPF (Development Policy Financing). En effet, **les prêts accordés par la Banque mondiale encouragent le développement des combustibles fossiles via des subventions pour des partenariats public-privé, qui comprennent principalement des centrales électriques au charbon**<sup>12</sup>.

### **Des PAS aux DPF, il n'y a qu'un pas...**

Les plans d'ajustement structurel (PAS) ayant été la cible de critiques virulentes, la Banque mondiale a élaboré une nouvelle forme de prêts : les DPF (Development Policy Financing – Financement de politique de développement), censés aider les pays bénéficiaires à « atteindre une croissance durable et une allocation efficace des ressources ». Ils prévoient notamment, par rapport à leurs prédécesseurs les PAS, des mesures préalables limitées et une meilleure appropriation des réformes par les gouvernements concernés. Cependant, dans les faits, les DPF imposent aux pays des réformes structurelles de type néolibéral,

<sup>9</sup>Source : Magdi El Gizouli, « Soudan, l'orthodoxie néolibérale au détriment de la démocratisation », in *Économies du Sud, toujours sous conditions néolibérales ?* Alternatives Sud, CETRI, Entraide et Fraternité, Éd. Syllepse, 3<sup>e</sup> trim. 2022, p.88.

<sup>10</sup>Suite aux traités de paix signés par le gouvernement soudanais avec plusieurs groupes rebelles, dont celui que dirige Jibril Ibrahim

<sup>11</sup>Magdi El Gizouli, id., p. 91

<sup>12</sup>Conditionnalités de la Banque mondiale aux Philippines et en Indonésie, in *Économies du Sud : toujours sous conditions néolibérales ?* Alternatives Sud, CETRI, EF, éd. Syllepse, 3<sup>e</sup> trim.2022, p. 40



faisant fi des droits humains (notamment le droit du travail) et de la lutte contre le changement climatique<sup>13</sup>.

## Responsabilités partagées et réponses possibles

En Haïti, face à la montée des protestations, plusieurs ambassades, dont celle de la France, de l'Espagne, du Taiwan et autres, ont temporairement fermé leurs portes. Les États-Unis ont demandé à leurs ressortissants d'évacuer le pays. L'ONU a appelé au calme. Le gouvernement haïtien, dirigé par le Premier Ministre *de facto*, Dr. Ariel Henry, reste silencieux, tout comme le soi-disant *Core Group* (formé par les ambassadeurs d'Allemagne, de France, du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis et de l'Union européenne, ainsi que des représentants des Nations Unies et de l'Organisation des États américains). « *Haïti est de nouveau en feu* », écrit Amy Wilenz, experte américaine sur les questions d'Haïti, dans *The Nation*, « *et, dit-elle, encore une fois, les États-Unis ne font rien pour aider* ». Au contraire, Ariel Henry s'accroche au pouvoir avec l'appui fervent de Washington.

**La responsabilité de la situation actuelle incombe prioritairement au gouvernement haïtien, mais aussi à la communauté internationale – dont l'État belge – qui le soutient.** C'est donc un changement de politique qui s'impose : il faut que cesse cet appui à un gouvernement illégal et illégitime, qui entraîne le pays dans une chute sans fin.

Et on ne sortira pas de cette impasse par des élections : il ne peut y avoir d'élections libres et transparentes ni dans le contexte sécuritaire actuel, ni avec ce gouvernement à la tête du pays.

On disserte beaucoup **au sujet d'une solution haïtienne** à la crise, occultant le fait que la société civile en a déjà proposé une il y a plus d'un an, au sein de **l'Accord Montana**, qui regroupe un large éventail d'acteurs, dont plusieurs des partenaires d'Entraide et Fraternité. Cet accord, élaboré par la commission pour la recherche d'une solution haïtienne à la crise, **demande notamment la mise en place d'un Conseil national de transition, représentatif de la société haïtienne**<sup>14</sup>. Même si elle n'est pas parfaite, cette réponse constitue à ce jour l'espace le plus légitime de la société civile, proposant à la fois une analyse et un programme. Et on peut s'interroger sur la bonne foi de ceux qui en questionnent la légitimité pour mieux soutenir un gouvernement qui, lui, n'en a aucune.

**Dans ce contexte, le travail de plaidoyer pacifique réalisé par les organisations partenaires d'EF – notamment – doit être soutenu** : il vise à ce que les revendications paysannes, qui sont au cœur des luttes populaires, soient prises en compte par les acteurs nationaux et internationaux qui président au sort d'Haïti. Ces revendications concernent notamment le droit à la terre et à la souveraineté alimentaire, ainsi que des mesures socio-économiques à même d'assurer à la population un niveau de vie digne.

Mais **la Belgique et l'Union européenne ont aussi un rôle important à jouer** : tout d'abord, soutenir les efforts et les propositions de la société civile haïtienne pour sortir de cette situation

<sup>13</sup>Source : *Économies du Sud : toujours sous conditions néolibérales ?* Alternatives Sud, CETRI, EF, éd. Syllepse, 3<sup>e</sup> trim.2022

<sup>14</sup>À ce sujet, voir <https://gazettehaiti.com/node/4439>

critique, en évitant toute ingérence<sup>15</sup>. Ensuite, la Belgique et l'UE doivent plaider au sein des institutions financières internationales pour **la fin des conditionnalités mortifères imposées à Haïti** (et aux autres pays appauvris) en échange de leurs prêts<sup>16</sup>. À ce sujet, Entraide et Fraternité a récemment fait poser une question parlementaire à la Ministre de la coopération au développement.

Enfin, encore et toujours, **l'annulation de la dette extérieure haïtienne** reste un passage obligé pour permettre au pays de se relever. « Durant le règne dictatorial des Duvalier, soutenus par les États-Unis, la dette s'est accrue de façon considérable. D'abord sous François Duvalier, dit « Papa doc », de 1957 à 1971, puis de son fils Jean-Claude, dit « Bébé doc », de 1971 à 1986. Lorsqu'il est renversé en 1986, Jean-Claude Duvalier se réfugie en France, sur la Côte d'Azur, avec une fortune personnelle estimée à près de 900 millions de dollars. Déposée sur les comptes de banques occidentales, la somme dépasse le montant de la dette extérieure de son pays, proche de 800 millions de dollars. »<sup>17</sup> Corruption et endettement, les deux faces d'une même pièce que l'on retrouve dans de nombreux pays du monde ...<sup>18</sup> En cas d'annulation de la dette haïtienne, il est donc fondamental de s'assurer que ce soit réellement la population qui en bénéficie...

*Cette analyse a été élaborée d'une part par deux membres de la COEH (Coordination Europe-Haïti) pour la description et l'analyse de la situation haïtienne. Elle est d'autre part complétée par Entraide et Fraternité, grâce à son expertise sur le thème de la dette et des conditionnalités. Sur ce dernier sujet, elle reprend des données issues d'une publication réalisée avec le CETRI (Centre Tricontinental) : Économies du Sud : toujours sous conditions néolibérales ? éd. Syllepse, 3<sup>e</sup> trim. 2022.*

---

<sup>15</sup>Comme le rappelle le titre d'une interview de Frédéric Thomas, chercheur au CETRI, sur France 24 : « La population garde un très mauvais souvenir des interventions étrangères ». Voir <https://www.cetri.be/En-Haiti-la-population-garde-un>

<sup>16</sup>Lire à ce sujet « Économies du Sud : toujours sous conditions néolibérales ? », CETRI, EF, éd. Syllepse, 3<sup>e</sup> trim.2022.

<sup>17</sup>Extrait de « La rançon odieuse de l'indépendance », Jérôme Duval, analyse écrite sur la base d'une interview de Camille Chalmers, économiste haïtien réalisée par EF, Entraide et Fraternité, 2022. <https://www.entraide.be/analyse-202209>.

<sup>18</sup>Sur cette question de la corruption, lire : « L'annulation de la dette du Sud : un cadeau aux régimes corrompus ? », Renaud Vivien, analyse, Entraide et Fraternité, 2022. <https://www.entraide.be/analyse-2022-03>